

Bulletin sur l'insolvabilité

Insolvency Bulletin

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy

Novembre 1988
Vol. 8 n° 11

November 1988
Vol. 8 No. 11

Canada



22

23

Bulletin sur l'insolvabilité

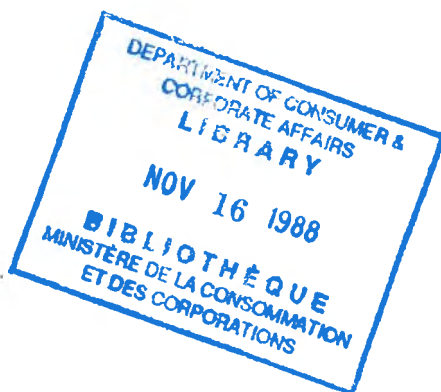
Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Novembre 1988
Vol. 8 n° 11

Insolvency Bulletin

Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy

November 1988
Vol. 8 No. 11



Consommation
et Corporations
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada



BULLETIN SUR L'INSOLVABILITÉ

Publié par le
Surintendant des faillites,
Bureau des Corporations,
Ministère de la Consommation
et des Corporations.

Le Bulletin sur l'insolvabilité a pour objectif de promouvoir la communication et de raffermir les liens entre le Bureau du Surintendant des faillites et les praticiens. Il s'adresse notamment aux syndics, juristes, registraires, comptables, gérants de crédit ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux domaines de la faillite et de l'insolvabilité.

Le Bulletin sur l'insolvabilité est publié et distribué gratuitement dix fois par année, les mois de juin, juillet et août étant regroupés dans un seul numéro.

Les opinions exprimées dans le Bulletin n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Bureau du Surintendant des faillites. La reproduction totale ou partielle des articles signés est interdite sauf consentement écrit de l'éditeur responsable.

Les demandes d'abonnement et toute correspondance doivent être adressées à l'éditeur responsable.

INSOLVENCY BULLETIN

Issued by the
Superintendent of Bankruptcy,
Bureau of Corporations,
Department of Consumer
and Corporate Affairs.

The objective of the Insolvency Bulletin is to promote communication and strengthen ties between the Office of the Superintendent of Bankruptcy and insolvency professionals. The Bulletin is aimed particularly at trustees, jurists, registrars, accountants, credit managers and to those with a general interest in bankruptcy and insolvency.

The Insolvency Bulletin is a free publication, published ten times a year. It combines the months of June, July and August in one single issue.

The opinions expressed in the Bulletin are solely those of individual authors and may not reflect the policy of the Office of the Superintendent of Bankruptcy. Reproduction in whole or in part of signed articles is prohibited without permission in writing from the editor.

Subscription requests and all correspondence should be addressed to the editor.



Table des matières

FAILLITE ET INSOLVABILITÉ

Lois révisées du Canada (1985).....	5
Examen écrit de 1988 pour les candidats à une licence de syndic	6
Statistiques	31
Adresse des bureaux du Surintendant des faillites	43
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse	45

Table of Contents

BANKRUPTCY AND INSOLVENCY

Revised Statutes of Canada, 1985.....	5
1988 Written Examination for applicants to trustee licences	7
Statistics	31
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy	43
Notice to Publisher of Change of Address	45

Renseignements:

Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Francine Emery, Coordonnatrice/Coordinator
Henri Massue-Monat, Éditeur responsable/Editor

For information:

Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

1-819-994-4760
1-819-997-3825

LOIS RÉVISÉES DU CANADA (1985)

REVISED STATUTES OF CANADA, 1985

Note de la rédaction

Nous désirons informer nos lecteurs que le ministère de la Justice a procédé à une refonte des lois au Canada.

La Loi sur la faillite, connue comme étant le chapitre B-3 des Statuts révisés du Canada de 1970, sera désormais le chapitre B-3 des Lois révisées du Canada (1985).

La nouvelle consolidation comporte tous les amendements en vigueur au 31 décembre 1984; elle ne comprend donc pas les amendements des années 1985 (chap. 26) et 1986 (chap. 4 et 35), quoiqu'ils seront éventuellement inclus dans des suppléments.

Les changements consistent principalement en une nouvelle numérotation: la Loi comportera désormais 242 articles. On y trouve aussi des changements de nature technique.

La nouvelle édition comprendra une table de concordance et sera disponible, au choix, en volumes reliés ou en feuilles mobiles.

Quoiqu'on ne connaisse pas la date précise d'entrée en vigueur de ces Lois révisées, on pense que ce sera au cours des prochaines semaines.

Editor's Note

We wish to inform our readers that the Department of Justice has completed a revision of the statutes of Canada.

The Bankruptcy Act, known as chapter B-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970, will now bear chapter B-3 of the Revised Statutes of Canada, 1985.

All amendments in force as of December 31st, 1984 are included in the new consolidation; the 1985 modification (chap. 26) and those of 1986 (chap. 4 and 35) are therefore excluded, although they will be included in ensuing supplements.

The main change includes a new numbering of the sections: the Act will now have 242 sections. Changes of a technical nature have also been made.

The new version will have a table of concordance of sections and will be available, at choice, in bound volumes or in a loose leaf edition.

The exact date of coming into force of the Revised Statutes has not been fixed but we expect them to be in force within the next weeks.

EXAMEN ÉCRIT DE 1988 POUR LES CANDIDATS A UNE LICENCE DE SYNDIC*

PARTIE I - FAILLITE

Partie A (26 points)

Vers la fin de décembre 1987, la gérante de la Banque Canadienne Lesser, ("la Banque"), vous appelle pour vous demander de rencontrer, le plus tôt possible, M. et Mme Smith. M. et Mme Smith détiennent une franchise pour l'exploitation d'un magasin de beignes connu sous le nom de "LA MAISON DES BEIGNES LTÉE". Vous vous êtes déjà occupé de bon nombre de dossiers pour la Banque et la gérante a une grande confiance en vous compte tenu de vos résultats passés. La gérante vous demande de la rappeler une fois que vous aurez rencontré M. et Mme Smith.

Vous avez rencontré M. et Mme Smith et avez obtenu les renseignements suivants:

- La Maison des Beignes Ltée a été constituée en société, en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes, en 1984; elle détient une franchise pour l'exploitation d'un magasin de beignes au détail et en fait aussi le commerce de gros à quelques épiceries locales;
- M. et Mme Smith ont démarré l'exploitation de La Maison des Beignes Ltée en 1984. A l'époque, ils avaient vendu leur maison ainsi qu'une grande partie de leurs biens et avaient investi l'argent dans La Maison des Beignes Ltée, sous forme de prêts d'actionnaires non garantis;
- M. et Mme Smith détiennent chacun 50% des actions de La Maison des Beignes Ltée et en sont les seuls administrateurs;
- L'actif et le passif de La Maison des Beignes Ltée se présentent comme suit:

LA MAISON DES BEIGNES LTÉE ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 20 DÉCEMBRE 1987

<u>Actif</u>	<u>A la valeur de réalisation estimative en cas de liquidation forcée</u>
Débiteurs (comptes de grossistes)	\$ 6,000
Stocks - beignes	1,000
- ingrédients et fourniture	10,000
Équipement du magasin (cuisinières, verrerie, etc.)	50,000
Améliorations locatives	néant
Frais de franchise	<u>néant</u>
	<u>\$67,000</u>

* L'examen crit a eu lieu les 8 et 9 septembre dernier dans différents centres à travers le pays. Comme par les années passées, l'examen a été préparé et administré sous l'égide du Conseil Canadien d'insolvabilité. L'examen comportait deux parties: Partie I - faillite, Partie II - Mise sous séquestre. Conformément à l'entente intervenue entre le Conseil et le Surintendant des faillites, ce dernier reconnaît l'examen pour les fins d'éligibilité à une évaluation devant jury. Cette année les jurys siégeront au cours des mois de novembre et décembre dans six grandes villes au pays.

1988 WRITTEN EXAMINATION FOR APPLICANTS TO TRUSTEE LICENCES*

PAPER I - BANKRUPTCY

Part A (26 marks)

In late December 1987, the manager of the Lesser Canadian Bank, ("the bank"), calls and asks you to meet Mr. and Mrs. Smith as soon as possible. Mr. and Mrs. Smith own a franchise donut outlet known as "The Happy Donut Limited". You have done a large number of files for the bank and the manager has a great deal of confidence in you based on past results. The manager asks that you call her after having met with Mr. and Mrs. Smith.

You meet Mr. and Mrs. Smith and obtain the following information:

- The Happy Donut Limited was incorporated under the Canada Business Corporations Act in 1984; it operates a franchise retail donut outlet and sells wholesale to a few local grocery stores;
- Mr. and Mrs. Smith started The Happy Donut Limited in 1984. They sold their house at that time as well as most of their assets and invested the money in The Happy Donut Limited as unsecured shareholder loans;
- Mr. and Mrs. Smith each have 50% of the shares of The Happy Donut Limited and are also the sole directors of the company;
- The assets and liabilities of The Happy Donut Limited are as follows:

THE HAPPY DONUT LIMITED STATEMENT OF ASSETS AND LIABILITIES AS AT DECEMBER 20, 1987

<u>Assets</u>	<u>At estimated realizable value in forced liquidation</u>
Accounts Receivable (wholesale accounts)	\$6,000
Inventory- donuts	1,000
- ingredients and supplies	10,000
Store equipment (stoves, glassware, etc.)	50,000
Leasehold improvements	nil
Franchise costs	<u>nil</u>
	<u>\$67,000</u>

* The written examination was held on September 8 and 9 in various centres across Canada. As for the previous years, the examination was prepared and administered by the Canadian Insolvency Association (C.I.A.). The examination was made of two parts: Paper I - Bankruptcy and Paper II - Receivership. According to the convention entered with the C.I.A., the Superintendent of Bankruptcy uses the results of the written examination to determine which applicants will be invited to appear before the oral Board. In the months of November and December, Boards will interview applicants in 6 major cities across the country.

Passif

Fournisseurs	\$ 20,000
Arrérages de loyer du magasin (1 mois)	5,000
Employés - vacances à payer	1,000
- salaires à payer (dernier mois)	5,000
Déductions à la source - Revenu Canada	2,000
Redevances à payer au franchiseur	20,000
Emprunt bancaire	150,000
Emprunts dûs aux actionnaires (moitié-moitié pour chaque actionnaire)	<u>160,000</u>
	<u>\$363,000</u>

- La banque détient un nantissement commercial/une hypothèque mobilière sur l'équipement du magasin ainsi qu'une garantie en vertu de l'article 178 de la Loi sur les banques;
- M. et Mme Smith ont garanti personnellement les dettes suivantes de La Maison des Beignes Ltée:
 - * la totalité du prêt de la banque;
 - * les redevances à payer au franchiseur;
 - * le bail qui expire dans deux ans.
- M. et Mme Smith ont également des dettes personnelles de \$23,000 envers des créanciers ordinaires;
- M. et Mme Smith touchent chacun un salaire de \$30,000 par année de la compagnie, depuis 1984; ils ne disposent d'aucune autre source de revenu, ne possèdent aucun autre bien, à l'exception de leurs meubles, et n'ont pas d'enfant.

Après le départ de M. et Mme Smith, vous appelez la gérante de la banque. Selon elle, la perte de la banque sur le prêt sera d'environ \$100,000 mais elle pense qu'il est préférable pour la banque de "sauver les meubles". Elle vous prie instamment de convaincre M. et Mme Smith de déposer des cessions volontaires pour La Maison des Beignes Ltée ainsi que pour eux-mêmes. Elle vous demande aussi d'agir à titre d'agent de la banque pour liquider les biens que celle-ci détient en garantie et de faire tout votre possible pour maximiser la réalisation de la banque.

QUESTION 1 (8 points)

- Identifiez les conflits d'intérêt possibles qui pourraient surgir si vous acceptiez d'agir comme syndic à l'égard des trois débiteurs, et pour chacun, précisez les démarches que vous prendriez avant d'accepter.
- Quand et à qui devez-vous rapporter ces conflits?

QUESTION 2 (6 points)

M. et Mme Smith vous demandent quelles seraient éventuellement les dettes de La Maison des Beignes Ltée dont ils pourraient être tenus responsables si la compagnie faisait cession de ses biens. Énumérez et quantifiez (si possible) ces dettes, et donnez-en les raisons.

Modifions la version des faits si dessus de façon que M. et Mme Smith vous appellent, avant que vous ayez commune avec la gérante de la banque, pour vous informer de leur intention de déposer des cessions volontaires pour La Maison des Beignes Ltée et pour eux-mêmes. Ils vous demandent d'accepter d'agir comme syndic des trois actifs. La compagnie dépose une cession de ses biens le 21 décembre 1987, puis M. et Mme Smith déposent chacun la leur, le 23 décembre 1987.

QUESTION 3 (4 points)

Pour chacun des actifs, quelle réalisation possible pourrait obtenir le syndic suite à la production des rapports d'impôt sur le revenu?

Liabilities

Suppliers	\$ 20,000
Store rent arrears (one month)	5,000
Employees- vacation pay	1,000
- salary arrears(last month)	5,000
Deductions at source - Revenue Canada	2,000
Donut Franchisor - royalty arrears	20,000
Bank loan	150,000
Shareholder loans (Mr. & Mrs.Smith each have 50% of the loan)	<u>160,000</u>
	<u>\$363,000</u>

- The bank has a chattel mortgage/commercial pledge on the store equipment and security under Section 178 of the Bank Act;
- Mr. and Mrs. Smith have personally guaranteed the following debts for The Happy Donut Limited:
 - * the entire loan to the bank;
 - * the arrears to Donut Franchisor;
 - * the lease which expires in two years.
- Mr. and Mrs. Smith also owe an additional amount of \$23,000 to personal unsecured creditors;
- Mr. and Mrs Smith have each been drawing a salary of \$30,000 a year from the company since 1984; have no other source of income; have no assets other than their furniture and have no children.

Once Mr. and Mrs. Smith leave, you call the manager of the bank. She estimates the bank will lose about \$100,000 dollars on this loan, but thinks their first loss is the best loss. She urges you to convince Mr. and Mrs. Smith to file assignments in bankruptcy for The Happy Donut Limited and themselves personally. She also asks you to act as the bank's agent to liquidate the assets they hold as security and to ensure that you maximize the bank's realization.

QUESTION 1 (8 marks)

- For all three debtors, identify the potential conflicts of interest and any actions you would take, prior to agreeing to act as Trustee.
- When and to whom would you report these conflicts?

QUESTION 2 (6 marks)

Mr. and Mrs. Smith ask what debts of The Happy Donut Limited could they be responsible for if the company files an assignment in bankruptcy. List and quantify (when possible) the potential debts, with reasons.

Vary the above fact situation so that Mr. and Mrs. Smith call before you have spoken to the manager of the bank advising that they want to file voluntary assignments for The Happy Donut Limited and themselves personally. They ask you to act as Trustee in all three estates. The company files an assignment in bankruptcy on December 21st, 1987 and Mr. and Mrs. Smith file their respective assignments in bankruptcy on December 23rd, 1987.

QUESTION 3 (4 marks)

What potential realization, if any, will the Trustee derive for the benefit of each estate by filing income tax returns?

QUESTION 4 (8 points)

Pour chaque élément d'actif de La Maison des Beignes Ltée et de M. et Mme Smith, désignez les rangs des divers créanciers, selon leur priorité, et donnez les raisons. (Prenez pour acquis que les preuves de réclamations produites correspondent au passif déclaré.)

Partie B (30 points)

MM. Anderson et Brown, actionnaires à 100% de Anderson Inc. et de Brown Inc. respectivement, vous ont contacté. Ces deux compagnies exploitent ensemble une société de personnes, connue sous le nom de Anderson & Brown. Cette société distribue des micro-ordinateurs et du matériel de bureau connexe. Ils sont venus vous voir car leur conseiller juridique leur a dit que pour continuer à exploiter la société de personnes, ils devaient déposer une proposition concordataire en vertu de la Partie III de la Loi sur la faillite.

MM. Anderson et Brown font savoir que le mieux qu'ils peuvent offrir aux créanciers de la société est un paiement comptant de vingt cents par dollar. À la lumière des renseignements qui vous ont été fournis au sujet de la situation financière des associés et de la société, cette offre vous semble équitable.

QUESTION 1 (12 points)

Avant d'accepter d'agir comme syndic à la proposition, quels sujets aborderiez-vous avec MM. Anderson et Brown et quelles questions leur poseriez-vous?

QUESTION 2 (6 points)

Outre l'envoi des avis requis, quelles démarches devez-vous faire avant l'assemblée des créanciers qui doit étudier cette proposition?

Avant l'assemblée des créanciers convoquée pour étudier la proposition déposée par la société de personnes, vous découvrez qu'environ 45% de la dette non garantie sont dus à M. Anderson et M. Brown.

QUESTION 3 (7 points)

- a) Si vous aviez été informé de ce fait lors de votre première rencontre avec MM. Anderson et Brown, quelles observations et/ou suggestions additionnelles auriez-vous pu leur faire?
- b) Quelle influence ce fait aura-t-il sur vos rapports aux créanciers et au tribunal?

QUESTION 4 (5 points)

Quelles sont vos obligations et responsabilités lors de l'assemblée des créanciers convoquée aux fins d'étudier cette proposition?

Partie C (25 points)

On vous a demandé de remplacer votre associé au dernier moment pour présider la première assemblée des créanciers dans la faillite de JFK Ltée. L'assemblée qui devait se tenir il y a trois semaines, a été ajournée, faute de quorum, et a été reportée à aujourd'hui. Le séquestre officiel a demandé au syndic de présider l'assemblée.

QUESTION 1 (4 points)

Préparez l'ordre du jour de l'assemblée.

QUESTION 4 (8 marks)

For each asset in the estates of The Happy Donut Limited and Mr. and Mrs. Smith, rank with reasons, the various creditors according to their priorities. (Assume that the claims as proven, correspond to those declared).

Part B (30 marks)

You are approached by Messrs Anderson and Brown, 100% shareholders of Anderson Inc. and Brown Inc., respectively. These two companies together operate a partnership known as Anderson & Brown which distributes microcomputers and related office equipment. They have come to you as they have been advised by their legal counsel that in order to carry on the operations of the partnership, a proposal under Part III of the Bankruptcy Act should be filed.

Messrs Anderson and Brown indicated that the best they can offer the creditors of the partnership is a cash payment of 20 cents on the dollar. Based upon the information provided regarding the financial position of the partners and the partnership this offer appears to be fair.

QUESTION 1 (12 marks)

Before you agree to act as Trustee under the proposal, what matters would you raise with Messrs Anderson and Brown and what questions would you ask of them?

QUESTION 2 (6 marks)

Other than sending the required notices, what actions would you take prior to the meeting of creditors to consider this proposal?

Prior to the meeting of creditors to consider the proposal filed by the partnership, you discover that approximately 45% of the unsecured debt is due to Mr. Anderson and Mr. Brown.

QUESTION 3 (7 marks)

- a) What additional comments and/or suggestions might you have made to Messrs Anderson and Brown during your initial meeting, had you been aware of this fact at that time?
- b) How will this affect your report

QUESTION 4 (5 marks)

What are your duties and responsibilities at the meeting of creditors called to consider this proposal?

Part C (25 marks)

You have been asked to replace your partner at the last moment as the chairman of the first meeting of creditors in the bankruptcy of JFK Ltd. The meeting, originally called three weeks ago, was adjourned for lack of quorum and was reconvened for today. The Official Receiver has directed the Trustee to chair the meeting.

QUESTION 1 (4 marks)

Prepare the agenda for the meeting.

QUESTION 2 (2 points)

Est-ce que les créanciers qui ont produit des preuves de réclamation dûment complétées, il y a seulement une semaine, pourront assister à l'assemblée et y voter? Donnez les raisons.

QUESTION 3 (12 points)

En qualité de président de l'assemblée, comment allez-vous traiter les réclamations suivantes aux fins de votation? Donnez les raisons.

- a) Le créancier Adam a déposé une preuve de réclamation au montant de \$10,000. M. Adam s'était porté garant du prêt de la "banque" à JFK Ltée, et s'attend à ce qu'on lui demande de rembourser le prêt au complet. La "banque" a également déposé une preuve de réclamation à titre de créancier ordinaire pour le montant total du prêt; son directeur s'est présenté à l'assemblée, muni d'une procuration dûment complétée.
- b) Quelques minutes avant la tenue de l'assemblée, la Compagnie Supplier Cie Ltée a déposé une preuve de réclamation de \$5,000 pour des marchandises livrées à la débitrice, quatre mois avant sa mise en faillite. Le représentant de JFK Ltée conteste vivement la réclamation faisant valoir que les marchandises étaient défectueuses et qu'elles avaient été retournées au fournisseur.
- c) M. Paris a déposé une preuve de réclamation de \$7,000. Cette preuve de réclamation semble être conforme. Toutefois, vous apprenez que M. Paris est un ancien administrateur de JFK Ltée. Il a démissionné une semaine avant la date de la faillite.
- d) La caisse populaire a déposé une preuve de réclamation de \$2,500 et a donné une procuration à M. Bell, directeur de la succursale régionale. Comme M. Bell est souffrant le jour de l'assemblée, son adjoint, M. Nest, assiste à l'assemblée et entend y voter s'il y a lieu.
- e) Cinq minutes après l'heure fixée pour la tenue de l'assemblée, un agent de Revenu Canada pénètre dans la salle de l'assemblée, vous remet une preuve de réclamation de \$26,000 ainsi qu'une procuration dûment complétée et vous explique qu'il a été retardé par un embouteillage de la route.

Vous avez été nommé syndic de l'actif de Mme Lafleur qui a déposé une cession de ses biens le 27 mai 1987, laquelle cession fut acceptée comme une administration sommaire. Mme Lafleur a rempli à présent toutes les conditions exigées pour sa libération et vous avez en main \$3,750, dont \$250 d'intérêt. Vous n'avez pu vendre une collection de timbres qui est encore en votre possession. Vous n'avez pas non plus retracé un créancier qui a droit à un dividende de \$184.

QUESTION 4 (7 points)

Énumérez les diverses démarches à remplir pour compléter l'administration de l'actif.

Partie D (19 points)

Joe Carpenter a assez bien réussi dans son emploi et gagne à présent \$50,000 par année. Il loue une automobile qui lui est indispensable pour son travail. Il vit en banlieue avec sa femme et ses quatre enfants dans une maison louée. Issu d'une famille de dix enfants dont les parents avaient un revenu modeste, Joe a plutôt tendance à vivre au-dessus de ses moyens et dépense facilement pour des bagatelles. A la date du dépôt de la cession de ses biens, son bilan statutaire s'établissait comme suit:

ACTIF

Outils de travail	\$ 2,000
Mobilier de la maison (une demi-part)	2,000
Effets personnels	<u>500</u>
	\$ 4,500
	= = = = =

QUESTION 2 (2 marks)

Can creditors who have filed proper proofs of claim only a week ago attend the meeting and be entitled to vote? Give reasons.

QUESTION 3 (12 marks)

As chairman of the meeting discuss how you would deal with the following claims for voting purposes? Give reasons.

- a) Creditor Adam has filed a proof of claim for \$10,000. Mr. Adam had guaranteed the loan from "The Bank" to JFK Ltd. and he expects to be called upon to pay the total amount of the loan. For its part "The Bank" has also filed a proof of claim as unsecured for the total amount of the loan and their manager is present with a valid proxy.
- b) A few minutes prior to the meeting, Supplier Co. Ltd. has filed a proof of claim for \$5,000 for goods delivered to the debtor four months prior to its bankruptcy. The representative of JFK Ltd. strongly disputes the claim arguing that the goods were defective and were returned to Supplier Co. Ltd.
- c) Mr. Paris has filed a proof of claim for \$7,000. The proof of claim appears to be in order. However, you are informed that Mr. Paris is a former director of JFK Ltd. He resigned one week before the date of bankruptcy.
- d) The credit union has filed a proof of claim for \$2,500 and has given a proxy to Mr. Bell, the manager of the local branch. Because Mr. Bell is ill on the day of the meeting, his assistant, Mr. Nest, attends the meeting and intends to vote the proof of claim.
- e) Five minutes after the time appointed for the meeting, a representative of Revenue Canada enters the meeting room and hands you a proof of claim for \$26,000 as well as a proxy in proper form and explains that he was delayed by a traffic jam.

You have been appointed Trustee of the estate of Mrs. Lafleur who filed an assignment on May 27, 1987 which was accepted as a summary administration. Mrs Lafleur has now satisfied all the conditions attached to her discharge and you have on hand \$3,750 including \$250 of interest. You have been unable to realize on a stamp collection which is still in your possession. You also have lost track of a creditor who is entitled to a dividend of \$184.

QUESTION 4 (7 marks)

List the various steps required to complete the administration of the estate.

Part D (19 marks)

Joe Carpenter has been relatively successful in his employment and now earns \$50,000 per year. He leases a motor vehicle which is necessary to his continued employment. Together with his wife and four children he resides in a rented house in the suburbs. Having come from a family of ten children whose working parents had only modest income, Joe has tended to spend in excess of his income on items which have little lasting value. At the date of filing his assignment in bankruptcy his Statement of Affairs was as follows:

ASSETS

Tools of trade	\$2,000
Household furniture (1/2 interest)	2,000
Personal effects	<u>500</u>
	\$4,500
	= = = = =

PASSIF

Emprunt bancaire	\$ 10,000
Marchand de meubles (garantis par les nouveaux meubles)	3,000
Cartes de crédit (5 au total)	<u>12,500</u>
	\$ 25,500
	= = = = =

Joe vous a présenté un budget mensuel de revenus et de dépenses comme suit:

REVENU

Salaire net	\$ 3,000
-------------	----------

FRAIS

Loyer	\$950	
Nourriture	865	
Services publics	150	
Automobile - paiement de location	475	
- essence et réparations	225	
Assurance	125	
Paiement des meubles	120	
Divers	<u>90</u>	<u>3,000</u>

EXCÉDENT

Néant

= = = = =

QUESTION 1 (4 points)

Puisque les Directives du Comité du Sénat sur la pauvreté indiquent que Joe a un excédent de revenu, que doit faire le syndic pour recouvrer cet excédent pour le bénéfice de la masse des créanciers?

QUESTION 2 (5 points)

Que doit faire le syndic pour obtenir les remboursements d'impôts de Joe pré- et post-faillite?

Deux mois après la cession de ses biens, vous apprenez par les journaux que Joe a gagné une Jeep de \$25,000 lors de la dernière loterie. Lorsque vous le contactez à ce sujet, Joe fait valoir que, comme ce véhicule n'était pas en sa possession au moment où il a fait faillite, il ne fait donc pas partie de son actif. Il ajoute que même si c'était le cas, il en revendiquerait l'exemption, car il en a besoin pour son travail vu qu'il entend remettre l'automobile louée à la compagnie de location.

QUESTION 3 (5 points)

Qu'allez-vous faire? Motivez votre décision.

QUESTION 4 (5 points)

Enumérez les exigences prévues par les Règles générales d'application de la Loi sur la faillite relativement à la vente par voie de soumissions d'un véhicule, tel que la Jeep.

LIABILITIES

Bank loan	\$10,000
Furniture supplier (secured by new furniture)	3,000
Consumer credit cards (5 in total)	<u>12,500</u>
	\$25,500
	= = = = =

Joe presented you a monthly budget of income and expenses as follows:

INCOME

Take home pay	\$3000
---------------	--------

EXPENSES

Rent	\$950	
Food	865	
Utilities	150	
Motor vehicle -lease payment	475	
-gas oil and repairs	225	
Insurance	125	
Furniture payment	120	
Miscellaneous	<u>90</u>	<u>3000</u>

EXCESS

NIL

= = = = =

QUESTION 1 (4 marks)

Since the Senate Committee Poverty Guidelines indicate that Joe has excess income, what should the Trustee do to recover funds for the benefit of creditors?

QUESTION 2 (5 marks)

What should the Trustee do to obtain Joe's pre-bankruptcy and post-bankruptcy tax refunds?

Two months after his assignment in bankruptcy, you read in the newspaper that Joe has won a \$25,000 Jeep in a recent lottery. When you contact him regarding this prize, Joe argues that since he did not own the vehicle when he made his assignment in bankruptcy it does not form part of his estate. He further stated that, even if the vehicle did form part of the estate, he would claim an exemption for it because he requires it for his employment since he intends to return the leased vehicle to the leasing company.

QUESTION 3 (5 marks)

What will you do and why?

QUESTION 4 (5 marks)

List the requirements in the General Rules under the Bankruptcy Act relating to the sale by tender of a vehicle such as the Jeep.

Partie II - MISE SOUS SÉQUESTRE

Partie A (22 points)

Vous êtes le séquestre/agent de la compagnie Large Equipment Ltd. ("Large") en vertu des dispositions d'un acte de fiducie/dérenture.

Large produit essentiellement des métaux ouvrés destinés à des équipements spécialisés, mais agit aussi comme agent pour le compte d'autres fabricants. Jusqu'à il y a encore deux ans, les affaires de Large étaient florissantes mais, en raison d'une baisse sérieuse de la demande de ses produits, ses affaires ne sont plus aujourd'hui rentables.

Les deux actionnaires actuels, ainsi qu'un ancien actionnaire, ont demandé de vous rencontrer. Lors de cette rencontre, ils ont exprimé leur inquiétude sur la façon dont allait se faire la réalisation, car cela pouvait avoir un impact négatif sur leur position en tant que garants.

QUESTION 1 (9 points)

Compte tenu de l'inquiétude exprimée par ces actionnaires, qu'allez-vous faire pour minimiser votre vulnérabilité et celle du prêteur qui vous a nommé?

Alors que vous êtes en train de dresser l'inventaire, vous apprenez qu'il se trouve dans les locaux une certaine marque de pièces de rechange d'une grande valeur. Le fournisseur vous appelle pour vous dire que ces pièces sont en consignation. Elles étaient, au départ, vendues à Large mais sont en consignation depuis environ quatre mois alors qu'une note de crédit couvrant tous les stocks de Large fut émise. Il vous fait savoir en outre que, depuis le début de la consignation jusqu'à il y a une semaine, vendredi dernier, Large avait vendu pour \$6,428 de leurs marchandises consignées, lesquelles n'ont pas encore été payées. Ce fournisseur ajoute qu'il ne peut se rappeler si une entente écrite de consignation avait été signée.

QUESTION 2 (5 points)

Quels renseignements devriez-vous obtenir afin de régler cette affaire?

Les registres de Large indiquent qu'une pièce d'équipement, d'une valeur de \$154,000, qui figurait sur la liste des stocks, ne se trouve pas sur les lieux. Après avoir fait d'autres recherches, vous découvrez que cette pièce se trouvait chez un "client". L'entente prévoyait que le "client" achèterait cette pièce s'il pouvait obtenir un financement, sinon il allait contracter un crédit bail à long terme. Aucune facture n'a encore été produite.

QUESTION 3 (8 points)

Qu'entendez-vous faire? Motivez.

Partie B (22 points)

En arrivant au bureau, un matin, M. Aesop, un représentant de la banque, vous appelle et vous demande de vous présenter à la banque, le jour même, à 10 heures, pour discuter d'un compte-problème. Il vous informe que le

Part II - RECEIVERSHIP

Part A (22 Marks)

You are the receiver/agent of Large Equipment Ltd ("Large") under the provisions of a debenture/trust deed.

Large is primarily in the business of metal fabrication of specialized equipment. However, Large also carries on business as a manufacturers agent for other manufacturers. Up until two years ago, Large was profitable but because of a severe curtailment in demand for the products they provide, the business is now unprofitable.

The two current shareholders and one former shareholder requested a meeting with you at which time they expressed concern as to how the methods of realization that would be adopted could unfavorably impact on their position as guarantors.

QUESTION 1 (9 marks)

Given these concerns, what steps would you take to minimize the exposure of yourself and the lender who appointed you?

In the course of taking inventory, you learn that there is a certain brand of specialized repair parts on the premises which have a significant value. The supplier calls you and indicates that those products are on consignment. They were originally sold to Large but have been on consignment since about four months ago when a credit note covering all of Large's inventory was issued. In addition, he also tells you that from the date the consignment commenced until a week ago last Friday, \$6,428 worth of their consigned goods had been sold by Large and Large had not paid for them. The supplier also indicated that he could not recall if there was a written consignment agreement.

QUESTION 2 (5 marks)

What information would you obtain in order to determine this matter?

The records of Large indicate that one item of equipment worth \$154,000 that was listed in inventory is not on the premises. Further investigation reveals that a "customer" had the item. The arrangement was that the "customer" is going to buy it if he can get financing or failing that, he intends to lease it on a long term basis. No invoice has as yet been issued.

QUESTION 3 (8 marks)

What will you do and why?

Part B (22 Marks)

As you arrive at the office one morning, you receive a call from a bank contact, Mr Aesop, who requests that you attend at the bank at 10:00 am that morning to discuss a problem account of the bank. He advises you that the

plan est que vous rencontriez la banque, le matin, afin de prendre connaissance du dossier et qu'ensuite, avec la banque, vous rencontriez les actionnaires dans l'après-midi.

Dans la matinée, vous apprenez que l'affaire que traite la banque implique deux compagnies, soit la compagnie A et la compagnie B. Jusqu'à il y a dix mois, ces deux compagnies faisaient affaire en toute indépendance et n'avaient aucun lien entre elles. La compagnie A appartenait aux frères Happy et Grumpy Dwarf et la compagnie B, à M. Charming. Ces deux compagnies fabriquaient des figurines de sable destinées au marché touristique local. La fabrication se faisait en deux temps. Dans un premier temps, on chargeait des camions de sable que l'on achetait auprès des exploitants de sablière; puis ces camions revenaient aux usines où le sable était criblé et lavé jusqu'à l'obtention d'un sable fin. Ensuite, le sable était mélangé à du liant, puis le mélange était chauffé et mis en forme dans des moules pour être ensuite refroidi pour la fabrication des figurines. Jusqu'à il y a dix mois, les deux compagnies A et B étaient chargées de ces deux étapes de fabrication. A cette époque, dans le cadre d'une stratégie d'expansion, Happy obtint des contrats à long terme auprès d'un certain nombre de clients à travers le pays. En vérité, la compagnie A n'était pas en mesure de répondre à la demande de ces contrats, ce qui amena les deux frères à contacter M. Charming pour voir si la compagnie B pouvait s'occuper du surplus.

Les discussions aboutirent éventuellement à l'acquisition, par les frères, d'une participation de 50% dans la compagnie B et à l'acquisition, par M. Charming, d'une participation de 50% dans la compagnie A. Il fut alors décidé, pour des raisons d'efficacité et d'économies d'échelle, que la compagnie B ne s'occuperait dorénavant que des opérations de criblage et la compagnie A, des opérations de compressage. Cette réorganisation prit beaucoup plus de temps et fut plus coûteuse que prévu, situation qui mit à mal la trésorerie des compagnies. Ce fut une des raisons pour lesquelles la banque vous a convoqué, l'autre raison étant la suivante. Il y a trois mois Grumpy fut accusé de fraude pour avoir faussé les quantités de sable effectivement livrées aux usines, de sorte que le paiement fait aux exploitants des sablières était inférieur à ce qu'il aurait dû être. Bien que le procès n'ait pas encore eu lieu, les relations entre les frères, la banque et M. Charming furent particulièrement tendues, situation qui a beaucoup nui à la bonne marche des affaires courantes. En fait, les deux frères et M. Charming tentèrent d'en arriver à un accord qui permettrait à l'un ou l'autre de racheter la part de l'autre groupe d'actionnaires et de poursuivre seul l'exploitation des affaires. Toutefois, jusqu'à maintenant aucun accord n'a été conclu.

Au cours de ces discussions, vous apprenez que Grumpy est le seul actionnaire de la compagnie Lilliput Ltée, laquelle possède et exploite une sablière. Votre cabinet d'experts-comptables a dressé les états financiers non vérifiés de la compagnie portant sur les deux dernières années.

La banque a étudié en détail la situation financière des compagnies et en est venue à la conclusion que les compagnies pourraient être rentables si un seul groupe d'actionnaires les détenait. Toutefois une telle solution nécessitera de neuf (9) à douze (12) mois. La Banque détient en garantie un acte de fiducie de premier rang assorti de charge fixe et de charge flottante sur tous les actifs de chacune des compagnies, à l'exception de certaines charges spécifiques sur certaines pièces d'équipement en faveur des divers créanciers de chaque compagnie. Les compagnies se portent mutuellement garantes l'une de l'autre.

Afin de s'assurer que les affaires sont bien gérées et que sa position ne se détériore pas, la banque souhaite mandater votre cabinet pour surveiller les affaires des deux compagnies. Dans le cadre de ce mandat, la banque veut, entre autres choses, que vous approuviez les achats de sable, que vous signiez les chèques et autorisiez les ventes. Tous les actionnaires s'opposent à ce genre d'intervention car cela pourrait avoir un impact négatif sur leurs affaires. La banque vous demande conseil sur ce que devrait contenir votre mandat.

QUESTION 1 (11 points)

Que pensez-vous des conditions proposées par la banque concernant le mandat de surveillance? L'auriez-vous accepté aux conditions proposées?

Qu'auriez-vous suggéré à la banque pour que le mandat de surveillance soit exécuté de façon à répondre à ses préoccupations?

plan is to meet with the bank in the morning to become familiar with the file and then with the bank and the shareholders in the afternoon.

During the course of the morning you learn that the situation the bank is dealing with actually involves two companies, A. Ltd. and B. Inc. Until 10 months ago the two companies were independent, unrelated companies. Once Upon A Time was owned by the Dwarf brothers, Happy and Grumpy, and B. Inc. by Mr. Charming. Both companies compressed sand figurines for the local tourist market. This involved a two stage process. Firstly, truck loads of sand were purchased from gravel pits and brought to the plants where they were sifted and washed until a required grade of fine sand was obtained. The sand was then mixed with an adhesive, the mixture heated and compressed into molds then cooled to produce the figurines. Until 10 months ago, both A. Ltd. and B. Inc. performed both stages of the process. At that time, as part of an expansion strategy, Happy obtained long term contracts with a number of customers across the country. These contracts actually exceeded A. Ltd.'s capacity so the brothers approached Mr. Charming to see if B. Inc. could handle the surplus.

The discussions eventually resulted in the brothers acquiring a 50% interest in B. Inc. and Mr. Charming a 50% interest in A. Ltd. It was then decided, for efficiency and economies of scale reasons, to convert B. Inc. to strictly a sifting operation and A. Ltd. to a compression operation. This re-organization took longer and was more costly than anticipated which put cash flow pressure on the operations. This was one of the reasons the bank had called you to the meeting. The other was that three months ago Grumpy had been charged with a fraud in connection with understating the weights of the sand that was supplied to the operations therefore underpaying the pit operators. Although the case had not yet gone to trial the matter placed considerable strain on the relationships between the brothers, the bank and Mr. Charming, and was adversely affecting the day to day management of the operations. In fact, the brothers and Mr. Charming were trying to work out an arrangement whereby one or the other would buy out the other shareholder group and carry on the operations itself. They had not yet, however, been able to agree on such an arrangement.

During the course of the discussions you learn that Grumpy is the sole shareholder of Lilliput Ltd. which owns and operates a gravel pit. Your accounting firm has prepared unaudited financial statements for this company for the last two years.

The bank has analyzed the situation in detail from a financial perspective and believes that if the managerial issue (ie. one shareholder group) can be resolved then the business can be profitable, however, this would be a 9 to 12 month process during which the companies would still be under stiff cash flow pressure. The bank has financed both companies as separate entities and holds fixed and floating charge debentures/trust deeds with cross guarantees from each. These are in first position in each company except for specific charges against certain pieces of equipment to various creditors in each company.

In order to satisfy itself that the business was being managed properly and its position not eroded the bank wishes to appoint your firm as monitor of the two companies. In this capacity the bank would like you to among other things, approve sand purchases, sign cheques, and authorize sales. All of the shareholders are against this involvement because of the negative impact it could have on the business.

QUESTION 1 (11 marks)

What is your opinion on the engagement terms proposed by the bank? Would you accept the appointment on the terms suggested?

What suggestions would you make as to how the monitoring engagement might be carried out to satisfy the bank's concerns?

Supposons que vous exécutiez le mandat de surveillance pendant quatre mois, période au cours de laquelle l'entreprise atteint presque le seuil de rentabilité, la banque finançant le léger déficit de caisse. Cependant, la tension monte de plus en plus entre les actionnaires. De toute évidence Grumpy sera inculpé des accusations de fraude portées contre lui, entraînant une rupture des relations avec Happy. En fait, aucun des trois actionnaires ne se parle. Chacun croit que l'entreprise peut être rentable et chacun a entamé diverses procédures judiciaires les uns contre les autres, en vertu de leurs conventions d'actionnaires, afin d'acquérir la totalité des actions. La banque est aussi persuadée que l'entreprise peut être rentable, à condition que cesse la bataille entre les actionnaires, situation qui commence à démoraliser les employés et à gêner le service à la clientèle. La banque a, en fait, été avisée par Grimm Ltée, le plus gros client, qui est aussi un client de la banque, qu'elle se cherchera une autre source d'approvisionnement, à moins d'une nette amélioration de la qualité et de la rapidité des services. Grimm Ltée a fait savoir à la banque qu'elle serait disposée à acheter les entreprises afin de pouvoir contrôler sa source d'approvisionnement. La banque aimerait voir se matérialiser une telle vente, faute de quoi, le différend qui oppose les actionnaires risque de mener les entreprises à la ruine. Les actionnaires font obstacle à l'idée. En conséquence, la banque suggère de mettre les compagnies sous séquestre. Vous partagez l'avis de la banque, à savoir que les entreprises ne peuvent être sauvées que si elle sont vendues à une seule partie. Vous êtes toutefois préoccupé par l'opposition des actionnaires à la vente et aussi par le fait que, dans le cadre de la réorganisation des compagnies, des actifs ont été physiquement transférés d'une compagnie à l'autre sans qu'il y eût transfert de titres. La réorganisation a aussi créé une grande confusion en ce qu'il est difficile de déterminer à quelle compagnie sont rattachés les divers créanciers.

QUESTION 2 (11 points)

Supposons qu'un praticien en insolvabilité indépendant soit disponible pour agir en cas de besoin. Quelles recommandations feriez-vous à la banque au sujet du genre de nomination à faire pour vendre les entreprises? Donnez vos raisons.

Partie C (27 points)

Le 15 décembre 1987, vous êtes appelé, en tant que praticien en insolvabilité, par le directeur de la banque X qui vous demande d'assister à une réunion, qui devra se tenir dans ses bureaux, pour discuter du compte-problème de Spare Parts Ltée (la "compagnie") dont M. Walker est le président.

Spare Parts Ltée fabrique des pièces de voitures. Cette compagnie a été constituée en 1969 et fait affaire avec la banque depuis lors. Elle a demandé dernièrement à la banque de lui consentir de nouvelles avances. La banque est préoccupée par la situation de Spare Parts en raison des pertes récentes subies par cette dernière. Avant d'acquiescer à sa demande, la banque aimerait que vous fassiez une évaluation rapide de la compagnie. Au cours de la rencontre, M. Walker explique que la Société d'affacturage, qui finance ses comptes-clients et ses stocks, ne veut plus lui avancer des fonds, à moins qu'il n'injecte de nouveaux capitaux d'un montant total de \$500,000. M. Walker se porte personnellement garant du prêt de la Banque X.

Au 30 novembre 1987, le bilan de Spare Parts Ltée s'établissait comme suit:

	Valeur <u>comptable</u>		Valeur <u>comptable</u>
Comptes-clients	\$ 358,000	Comptes-fournisseurs	\$ 1,674,300
Stocks	410,000	Dette à long terme	1,681,916
Immobilisations (à la valeur comptable nette)			
Equipement	1,077,00	Capital-actions	225,000
Bâtiment	376,000	Déficit	(1,309,216)
Mobilier de bureau	<u>51,000</u>		
	<u>\$ 2,272,000</u>		<u>\$ 2,272,000</u>

Assume that you conduct the monitoring engagement for four months during which time the business operates at close to break even with the bank financing the small cash loss. Relations between the shareholders, however, have become increasingly bitter. It appears certain that Grumpy will be convicted on the fraud charges which has resulted in a break in relations with Happy. In fact, none of the three shareholders are speaking to each other. They each believe the business can be profitable and all have instituted various legal actions against each other under their shareholders' agreements to acquire all the shares themselves. The bank also believes the business can be profitable but not with the fighting amongst the shareholders which is beginning to damage employee morale and disrupt service to customers. The bank has, in fact, been advised by Grimm's Ltd., the largest customer, which is also a customer of the bank, that it will find another source of supply unless it receives better and more timely service. During these discussions, Grimm's Ltd. indicates that it would be willing to purchase the business in order to control its source of supply. The bank would like to see such a sale, as without it, the shareholder dispute will eventually destroy the business. The shareholders oppose the idea. Accordingly, the bank suggests placing the companies in receivership. You concur with the bank's assessment that the business can only be saved if sold to one party. You are concerned, however, with the shareholders' opposition to the sale and also the fact that in the re-organization, certain of the companies assets have been physically moved from one company to the other but title has not been transferred. There is also considerable confusion as to which company the creditors relate to because of the re-organization.

QUESTION 2 (11 marks)

Assuming that an independent insolvency practitioner is available to act if required, what recommendations would you make to the bank as to the type of appointment to be made to complete a sale of the business? Give reasons.

Part C (27 Marks)

On December 15, 1987, you, an insolvency practitioner, are called upon by the branch manager of the Bank X to attend at a meeting that is to be held at his office to discuss a problem account, Spare Parts Ltd. Mr. Walker, president of Spare Parts Ltd, will also attend the meeting.

Spare Parts Ltd. is a manufacturer of automotive parts. The company was incorporated in 1969, has been dealing with this branch since that time and recently asked the bank for additional financing. The bank is concerned about its position due to recent losses suffered by Spare Parts Ltd. Before the bank extends additional financing, it wished you to conduct a "look see" assessment of Spare Parts Ltd. During the meeting, Mr. Walker explains that Factoring Co. which finances the accounts receivable and inventory won't advance any more money until he injects new capital totalling \$500,000. Mr. Walker personally guarantees the Bank X loan.

The balance sheet of Spare Parts Ltd. at November 30, 1987 looked as follows:

	<u>Book Value</u>		<u>Book Value</u>
Accounts Receivable	\$ 358,000	Accounts Payable	\$1,674,300
Inventory	410,000	Long Term Debt	1,681,916
Fixed Assets (at NBV)			
Equipment	1,077,000	Capital Stock	225,000
Building	376,000	Deficit	<u>(1,309,216)</u>
Office Furniture	<u>51,000</u>		
	<u>\$2,272,000</u>		<u>\$2,272,000</u>

Il ressort de vos premières enquêtes ce qui suit:

<u>Actif</u>	<u>Valeur de réalisation nette estimative +</u>	
Comptes-clients	\$ 200,000	
Stocks	150,000	
Mobilier de bureau	20,000	
Équipement	550,000	
Terrains et bâtiment	<u>375,000</u>	
	<u>\$ 1,295,000</u>	
<u>Dettes à long terme</u>		
Banque P	Hypothèque de premier rang sur le bâtiment, enregistrée le 1er mars 1975	\$ 230,000
	Nantissement commercial/hypothèque mobilière sur le mobilier de bureau	18,800
Banque X	Acte de fiducie/débeture d'une valeur nominale de \$1,500,000, assorti d'une charge fixe sur l'équipement et d'une charge flottante sur tous les biens, enregistrée le 13 mai 1976	718,000
Société d'affacturage	Acte de fiducie/débeture d'une valeur nominale de \$1,000,000, assorti d'une charge fixe sur le bâtiment et d'une charge flottante sur tous les autres biens, enregistrée le 16 septembre 1984. La Banque X a donné priorité à la Société D'affacturage sur les stocks et les comptes-clients	678,000
M. Smith	Une hypothèque de deuxième rang sur le bâtiment, enregistrée le 2 mars 1975	37,116
		<u>\$1,681,916</u>
<u>Comptes à payer</u>		
Comptes-fournisseurs		\$ 1,384,000
Déductions à la source non remises		
contributions de l'employeur	\$ 8,000	
contributions des employés (fédéral)	65,000	
contributions des employés (provincial)	28,000	101,000
Taxes de vente provinciales		22,000
Taxes foncières municipales de 1986 et 1987	\$ 4,300	
Taxes d'affaires municipales	12,500	16,800
Salaires et vacances à payer		
- salaires	\$ 50,000	
- vacances à payer (1987)	<u>100,500</u>	<u>150,500</u>
		<u>\$ 1,674,300</u>

Your initial investigations revealed the following information:

<u>Assets</u>		<u>Estimated Net Realizable Value</u>
Accounts receivable	\$200,000	
Inventory	150,000	
Office furniture	20,000	
Equipment	550,000	
Lands & Building	<u>375,000</u>	
		<u>\$1,295,000</u>
 <u>Long Term Liabilities</u>		
Bank P	First mortgage on the building registered March 1, 1975	\$ 230,000
	Chattel mortgage/commercial pledge on the Office Furniture	18,800
Bank X	Debenture/Trust Deed with a face amount of \$1,500,000 with fixed charge on the equipment and floating charge on all assets registered May 13, 1976	718,000
Factoring Co	Debenture/Trust Deed with a face amount of \$1,000,000 with a fixed charge on the building and with a floating charge on all other assets registered September 16, 1984. Bank X has given priority to Factoring Co. on inventory and accounts receivable.	678,000
Mr. Smith	A second mortgage on the building registered March 2, 1975	<u>37,116</u>
		<u>\$ 1,681,916</u>
 <u>Accounts Payable</u>		
Trade payable		\$ 1,384,000
Unremitted payroll deductions		
employer's portion	\$ 8,000	
employees' portion (Federal)	65,000	
employees' portion (Provincial)	<u>28,000</u>	101,000
Provincial sales taxes		22,000
Municipal property taxes for 1986 & 1987	\$ 4,300	
Municipal business taxes	<u>12,500</u>	16,800
Wages & vacation pay		
- wages	\$50,000	
- vacation pay (1987)	<u>100,500</u>	<u>150,500</u>
		<u>\$ 1,674,300</u>

Jusqu'à ce jour, aucune poursuite n'a été intentée par les divers organismes gouvernementaux en rapport avec les obligations décrites ci-dessus.

QUESTION 1 (6 points)

Quels sont les points sur lesquels devra porter le rapport pour que la banque puisse déterminer correctement si elle doit maintenir ou non son support?

QUESTION 2 (21 points)

Etablissez la position des sûretés au 30 novembre 1987, avant honoraires professionnels et les frais de liquidation, de:

- a) la Banque P
- b) M. Smith
- c) la Société d'affacturage
- d) la Banque X

Partie D (29 points)

M. Ryttoff possède 100% d'une compagnie appelée Canfreight. Canfreight a deux divisions, une division de fret et une division de fourniture en gros de matériaux de construction. Ces deux divisions font affaire dans la même localité, dans des locaux qui leur appartiennent. Par suite d'une récession et de lourdes pertes subies par les deux divisions mais, en particulier, par la division de fourniture de matériaux de construction, la Grande Banque Canadienne (la "GBC") a refusé de continuer son appui. Le prêt fut rappelé il y a trois mois. M. Ryttoff s'est vu refuser un refinancement par cinq autres institutions financières.

À titre de garantie, la Banque détient un transport général des dettes aux livres, une garantie en vertu de l'article 178 et un acte de fiducie/débeture d'une valeur nominale de \$1,500,000. L'avocat de la GBC doit faire parvenir à vos bureaux une lettre mandant votre cabinet comme séquestre/agent; la GBC désire que vous preniez possession des biens le plus tôt possible.

Vous apprenez que la compagnie détient une position stratégique, à savoir le monopole du fret aux petites agglomérations des régions éloignées de la province. M. W.E. Lendmore, directeur de la GBC, vous informe aussi que le gouvernement provincial accorde des subsides au fret destiné aux régions éloignées, mais que le contrat expire en décembre, c'est-à-dire dans trois mois.

Une fois nommé, vous vous présentez sans tarder sur les lieux, et voici ce que vous constatez:

Bilan estimatif à la date de la prise de possession
(Tous les montants à la valeur de réalisation estimative
sont en milliers de dollars)

Actif		Passif	
Encaisse	\$ 10	Comptes-fournisseurs	
Comptes-clients		Division de matériaux de	
Division de matériaux		construction	\$ 400
construction	100	Division du fret	500
Division du fret	200	Taxes foncières	130
Stock - bois		Emprunts sur camions	110
(au coût \$100,000)	85	Emprunts bancaires	1,550
Matériel roulant	360	C.S.S.T.	60
Autres biens de production	75	Prêt des actionnaires	400
Terrains et bâtiments	450	Déficit	(1,870)
	<u>\$1,280</u>		<u>\$1,280</u>

To date no action has been taken by the various government departments in connection with the above liabilities.

QUESTION 1 (6 marks)

What areas should the report cover to allow Bank X to properly assess whether it should continue its support?

QUESTION 2 (21 marks)

Establish the security position as at November 30, 1987 before professional fees and liquidation expenses of:

- a) Bank P
- b) Mr. Smith
- c) Factoring Co.
- d) Bank X

Part D (29 Marks)

Mr. Ryttoff owns 100% of a company known as Canfreight. Canfreight has two divisions, a freight forwarding division and a wholesale building supply division. Both operate from the same location on owned property. As a result of a recession and significant losses in both divisions but especially in the building supply division, the Great Canadian Bank ("GCB") has refused to consider any more support. Demand was made three months ago. Mr. Ryttoff has been refused funding by five other financial institutions.

GCB holds as security a general assignment of book debts, Section 178 security, and a debenture/trust deed with a face amount of \$1,500,000. GCB's lawyer, Negli Gent, will be sending over to your office a letter appointing your firm as receiver/agent and GCB wants you to take possession as soon as possible.

You learn that the company has a strategic position; a monopoly in the delivery of freight to small communities in the remote areas of the province. The GCB manager, W.E. Lendmore, also informs you that the provincial government is subsidizing this freight movement to remote parts but that the agreement expires in December - three months away.

You attend at the premises as soon as possible after receiving the appointment and ascertain the following:

Estimated Balance Sheet as at Date of Taking Possession
(All amounts at estimated realizable value in 000's)

Assets		Liabilities	
Cash	\$ 10	Accounts Payable	
Accounts Receivable		Lumber Division	\$ 400
Lumber Division	100	Freight Division	500
Freight Division	200	Land Taxes	130
Inventory - Lumber	85	Truck Loans	110
(at cost \$100,000.)		Bank Loans	1,550
Automotive Fleet	360	Workers' Compensation	60
Other Plant & Equipment	75	Shareholders' Loans	400
Land & Buildings	450	Deficit	(1,870)
	<u>\$ 1,280</u>		<u>\$ 1,280</u>

Sommaire des résultats financiers de la Division
de fourniture en gros de matériaux de construction
(Tous les montants sont en milliers de dollars)

	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u> (Prévisionnel)
Ventes	<u>\$ 2,500</u>	<u>\$ 2,175</u>	<u>\$ 2,200</u>	<u>\$ 2,500</u>
Frais directs	1,900	1,800	1,900	1,800
Frais d'administration	300	300	300	300
Frais de financement	<u>50</u>	<u>75</u>	<u>100</u>	<u>150</u>
	2,250	2,175	2,300	2,300
Profit (perte)	<u>\$ 250</u>	<u>\$ 0</u>	<u>\$ (100)</u>	<u>\$ 200</u>

Sommaire des résultats financiers de la Division
de fourniture en gros de matériaux de construction
(Tous les montants sont en milliers de dollars)

	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u> (Prévisionnel)
Ventes	\$1,000	\$1,200	\$1,100
Frais	<u>1,300</u>	<u>1,550</u>	<u>1,600</u>
Profit (perte)	<u>\$ (300)</u>	<u>\$ (350)</u>	<u>\$ (500)</u>

SUPPLÉMENT D'INFORMATION

- C'est en 1987 que Canfreight a démarré l'exploitation de sa Division de fourniture en gros de matériaux de construction.
- M. Rytoff vous dit qu'il doit se procurer de nouveaux stocks d'une valeur de \$200,000 afin de maintenir sa crédibilité auprès de ses clients.
- La GBC ne veut plus consentir d'autres avances pour les stocks;
- D'après les prévisions de M. Rytoff, cette division devrait enregistrer de nouvelles pertes.
- M. Rytoff a approché des acheteurs potentiels et trois (3) se sont montrés intéressés. L'un d'eux propose d'acheter le stock de bois au prix coûtant, moins 15%.
- Le dernier approvisionnement en bois date de 45 jours.
- Après avoir passé en revue les affaires de Canfreight, vous établissez que le revenu de la Division du fret a été grandement sous-estimé et que les prévisions (1989) des ventes et du profit de cette Division pour l'année à venir devraient être majorées, pour chacun de ces postes, de \$150,000 pour atteindre respectivement \$2,650,000 et \$350,000.
- Une évaluation indépendante des affaires de la Division du fret attribue une valeur supplémentaire pour achalandage de \$230,000 (essentiellement des permis), au cas où la division serait vendue comme une entreprise en exploitation.
- La Division du fret ne transporte pas de marchandises pour le compte de la Division de fourniture en gros de matériaux de construction et ne tire aucun autre revenu de cette dernière.
- Les emprunts sur camions représentent des charges garanties sur le matériel roulant de Canfreight et ont priorité sur les emprunts bancaires.

Freight Division Summarized Financial Results
(all amounts in 000's)

	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u> (projected)
Sales	<u>\$2,500</u>	<u>\$2,175</u>	<u>\$2,200</u>	<u>\$2500</u>
Direct cost	1,900	1,800	1,900	1,800
Admin cost	300	300	300	350
Finance cost	<u>50</u>	<u>75</u>	<u>100</u>	<u>150</u>
	2,250	2,175	2,300	2,300
Profit (loss)	<u>\$ 250</u>	<u>\$ 0</u>	<u>\$ (100)</u>	<u>\$ 200</u>

Wholesale Building Supply Division Summarized Financial Results
(all amounts in 000's)

	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u> (projected)
Sales	\$1,000	\$1,200	\$1,100
Expenses	<u>1,300</u>	<u>1,550</u>	<u>1,600</u>
Profit (Loss)	<u>\$ (300)</u>	<u>\$ (350)</u>	<u>\$ (500)</u>

ADDITIONAL INFORMATION

- 1987 is the first year that Canfreight operated the wholesale building supply division.
- Mr. Rytoff tells you he has to buy \$200,000 new inventory to maintain credibility with his building supply customers.
- GCB is not willing to advance any further money for inventory.
- Mr. Rytoff supplies projections on the wholesale division that indicate further losses.
- Mr. Rytoff has canvassed for buyers and found 3 interested parties. One party offers to buy lumber inventory at cost less 15%.
- All lumber supplies last received 45 days ago.
- From reviewing the Canfreight business you establish that the freight division revenue has been understated considerably and that next year's freight division sales and profit projection (1989) should each be increased by \$150,000 to \$2,650,000 and \$350,000 respectively.
- An independent valuation of the freight business attributes a further goodwill value of \$230,000 (primarily the licenses), if the business was sold as a going concern.
- The freight division does no hauling for, and gets no other revenue from, the wholesale supply division.
- The truck loans are secured charges on the Canfreight automotive fleet and are in priority to the bank loans.

- Après plusieurs rencontres avec le gouvernement provincial, au cours d'une période de deux semaines, vous réussissez à faire augmenter le subside annuel de \$250,000 par an sur une période de cinq ans. Vous êtes avisé que le contrat de subsides ne sera exécutoire que si, à l'avenir, la structure financière de la compagnie est saine. Vous avez également réussi à faire diminuer de \$30,000 par année les frais d'assurance sur le fret et de \$50,000 les frais de carburant en faisant des appels d'offres ailleurs.

M. Ryttoff est persuadé que l'entreprise est viable et menace de vous poursuivre en justice, ainsi que votre cabinet et la banque, advenant la liquidation de l'entreprise. Son avocat, I. Suem, est spécialisé dans les affaires touchant les banques et les séquestres-administrateurs et passe pour un gagnant.

QUESTION 1 (7 points)

Dressez un état estimatif de réalisation des garanties de GBC à la date de votre nomination.

QUESTION 2 (22 points)

Dans le cadre de votre planification globale du mandat, préparez ce qui suit (avec raisons à l'appui):

- stratégies alternatives que vous devez considérer;
- les analyses financières rattachées à ces stratégies;
- la ligne de conduite que vous recommanderiez d'adopter.

Ne pas tenir compte des honoraires du séquestre/agent, des autres honoraires professionnels, des facteurs d'inflation et des frais d'intérêts.

- After several meetings over a period of 2 weeks with the Provincial Government you are successful in negotiating an increase of \$250,000 per annum in the annual subsidy for a five year period. You are informed that the subsidy contract will only be in force if the company has a sound financial structure in the future. You are also able to reduce insurance costs on the freight operations by \$30,000 per annum and fuel costs by \$50,000 per annum by tendering the requirements elsewhere.

Mr. Rytoff is convinced the business is viable and is threatening to sue you, your firm and the bank if the business is liquidated. His legal counsel, I. Suem, specializes in taking on banks and Receiver-Managers and has a reputation for winning.

QUESTION 1 (7 marks)

Draft your estimated statement of realization for the security held by the Great Canadian Bank at the date of appointment.

QUESTION 2 (22 marks)

In the context of planning your overall approach to the engagement, prepare the following (with reasons):

- the alternative strategies that need be considered;
- the financial analysis relating to those strategies;
- the course of action that you recommend be pursued.

Ignore Receiver/Agent fees, other professional fees, inflation factors, and interest costs.

Statistiques

FAILLITES

septembre 1988

Statistics

BANKRUPTCIES

September 1988

	Mois courant — Current month			Cumul pour l'année — Yearly to date		
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total
T.-N./Nfld.	20	1	21	174	36	210
N.-É./N.S.	102	20	122	835	146	981
I.P.-É./P.E.I.	18	1	19	38	7	45
N.-B./N.B.	21	8	29	173	58	231
Québec	816	247	1,063	7,013	2,253	9,266
Ontario	650	136	786	5,657	1,320	6,977
Manitoba	95	21	116	778	194	972
Saskatchewan	85	42	127	590	359	949
Alberta	214	77	291	1,995	709	2,704
C.-B./B.C.	185	87	272	2,003	926	2,929
T.N.-O./N.W.T.	0	4	4	4	12	16
Yukon	0	0	0	3	7	10
Canada	2,206	644	2,850	19,263	6,027	25,290

PROPOSITIONS

septembre 1988

PROPOSALS

September 1988

	Mois courant — Current month	Cumul pour l'année — Yearly to date
T.-N./Nfld.	0	2
N.-É./N.S.	1	18
I.P.-É./P.E.I.	0	4
N.-B./N.B.	1	18
Québec	15	115
Ontario	31	214
Manitoba	3	17
Saskatchewan	0	1
Alberta	0	14
C.-B./B.C.	7	39
T.N.-O./N.W.T.	0	2
Yukon	0	0
Canada	58	444

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS DE SEPTEMBRE 1988, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF SEPTEMBER 1988, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant — Current month		Cumul pour l'année — Yearly to date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND				
Industries primaires Primary Industries	0	0	1	282,371
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	4	728,081
Industries de la construction Construction Industries	0	0	3	609,791
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	2	97,783
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	1	156,044	15	1,705,396
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	0	0	11	1,295,348
Total	1	156,044	36	4,718,770
NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA				
Industries primaires Primary Industries	1	16,960	13	1,561,712
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	12	2,201,969
Industries de la construction Construction Industries	3	200,114	22	2,228,461
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	3	222,747	15	2,857,289
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	6	693,689	38	5,770,802
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	3	671,561
Services	7	458,951	43	5,146,140
Total	20	1,592,461	146	20,437,934
ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND				
Industries primaires Primary Industries	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction Industries	0	0	0	0
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	2	1,111,404
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	1	110,336	3	297,865
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	0	0	2	124,631
Total	1	110,336	7	1,533,900

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK				
Industries primaires Primary Industries	1	30,274	4	524,428
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	5	2,171,294
Industries de la construction Construction Industries	0	0	5	327,392
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	3	195,508
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	3	1,153,859	20	9,963,259
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	2	89,528
Services	4	607,053	19	3,139,090
Total	8	1,791,186	58	16,410,499
QUÉBEC				
Industries primaires Primary Industries	12	1,754,214	64	12,906,791
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	22	4,962,546	188	83,536,462
Industries de la construction Construction Industries	29	7,080,735	254	41,346,407
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	15	1,527,487	111	8,568,209
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	80	36,881,216	882	135,988,512
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	10	953,858	40	21,293,113
Services	79	7,413,485	714	80,392,876
Total	247	60,573,541	2,253	384,032,370
ONTARIO				
Industries primaires Primary Industries	9	3,779,096	48	12,048,487
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	13	2,061,426	128	51,502,869
Industries de la construction Construction Industries	31	4,068,245	257	24,521,234
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	6	920,753	93	11,134,744
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	29	3,884,984	393	55,306,495
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	5	740,138	28	20,119,814
Services	43	10,067,880	373	61,897,170
Total	136	25,522,522	1,320	236,530,813

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
MANITOBA				
Industries primaires Primary Industries	0	0	21	3,395,151
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	2	393,603	10	1,915,602
Industries de la construction Construction Industries	2	70,661	32	3,255,170
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	2	273,998	22	1,839,161
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	7	575,677	42	8,263,536
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	3	710,071
Services	8	822,492	64	7,416,007
Total	21	2,136,431	194	26,794,698
SASKATCHEWAN				
Industries primaires Primary Industries	8	1,043,895	97	21,228,821
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	4	553,672	20	12,889,170
Industries de la construction Construction Industries	5	785,335	41	5,366,562
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	1	94,307	29	2,401,699
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	16	2,578,863	102	16,958,120
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	2	438,648	8	2,246,809
Services	6	378,396	62	6,221,671
Total	42	5,873,116	359	67,312,852
ALBERTA				
Industries primaires Primary Industries	9	1,804,602	62	15,117,310
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	3	104,980	37	6,527,971
Industries de la construction Construction Industries	12	950,302	106	15,041,822
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	10	796,269	94	11,206,666
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	26	2,805,662	167	26,907,922
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	1	41,020	34	17,991,879
Services	16	10,360,151	209	54,662,482
Total	77	16,862,986	709	147,456,052

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA				
Industries primaires Primary Industries	10	948,236	87	15,041,602
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	6	5,467,543	84	38,334,566
Industries de la construction Construction Industries	6	1,317,428	151	32,769,289
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	8	514,675	81	8,683,688
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	26	3,232,656	195	40,105,512
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	5	2,437,070	51	26,377,697
Services	26	3,203,279	277	92,001,279
Total	87	17,120,887	926	253,313,633
TERRITOIRES DU NORD-OUEST & YUKON/NORTHWEST TERRITORIES & YUKON				
Industries primaires Primary Industries	1	1	2	2
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	2	326,769	3	326,770
Industries de la construction Construction Industries	0	0	3	264,603
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	3	176,484
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	1	49,000	2	95,667
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	2	306,760
Services	0	0	4	252,297
Total	4	375,770	19	1,422,583
CANADA				
Industries primaires Primary Industries	51	9,377,278	399	82,106,675
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	52	13,870,539	491	200,134,754
Industries de la construction Construction Industries	88	14,472,820	874	125,730,731
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	45	4,350,236	455	48,272,635
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	196	52,121,986	1,859	301,363,086
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	23	4,610,734	171	89,807,232
Services	189	33,311,687	1,778	312,548,991
Total	644	132,115,280	6,027	1,159,964,104

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN SEPTEMBRE 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN SEPTEMBER 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	7	1	0	8	118,670	284,046
AUTRES/OTHERS	13	0	0	13	69,495	218,766
TOTAL	20	1	0	21	188,165	502,812
N.-É./N.S.						
HALIFAX	54	5	1	60	1,123,347	1,973,121
SYDNEY	8	2	0	10	45,700	266,021
SYDNEY MINES	5	1	0	6	66,650	228,764
AUTRES/OTHERS	35	12	0	47	442,658	1,695,916
TOTAL	102	20	1	123	1,678,355	4,163,822
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	9	0	0	9	14,665	160,374
AUTRES/OTHERS	9	1	0	10	97,951	256,115
TOTAL	18	1	0	19	112,616	416,489
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	0	0	0	0	0	0
MONCTON	7	0	0	7	57,185	139,147
SAINT-JOHN	2	0	0	2	3,150	14,088
AUTRES/OTHERS	12	8	1	21	737,228	2,271,570
TOTAL	21	8	1	30	797,563	2,424,805
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	3	0	0	3	1,200	36,413
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	9	5	2	16	420,700	955,861
DRUMMONDVILLE	7	4	0	11	132,130	327,755
GRANBY	10	2	0	12	232,178	500,363
HULL/GATINEAU/AYLMER	64	7	0	71	1,230,786	2,320,347
MONTRÉAL	355	97	6	458	15,082,969	58,799,499
QUÉBEC	65	25	0	90	2,522,431	5,504,653
RIMOUSKI	7	0	0	7	79,400	158,812
ROUYN	4	1	0	5	249,130	440,260
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	9	1	0	10	307,985	555,356
SHAWINIGAN	3	2	0	5	2,895	101,366
SHERBROOKE	26	7	0	33	183,760	978,580
SOREL	2	1	0	3	1,150	62,731
ST-HYACINTHE	4	1	0	5	39,405	111,308
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	7	1	0	8	105,850	363,336
ST-JERÔME	7	2	0	9	40,055	307,752
THETFORD MINES	1	1	0	2	153,000	243,480
TROIS-RIVIÈRES	12	3	1	16	838,038	1,110,475
VICTORIAVILLE	2	1	0	3	3,400	50,391
AUTRES/OTHERS	219	86	6	311	6,164,051	23,233,775
TOTAL	816	247	15	1,078	27,790,513	96,162,513

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN SEPTEMBRE 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN SEPTEMBER 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	2	1	0	3	18,250	225,860
BELLEVILLE	0	0	0	0	0	0
BRANTFORD	5	3	0	8	352,425	862,200
BROCKVILLE	3	2	0	5	196,890	219,590
CHATHAM	6	1	0	7	14,729	584,094
CORNWALL	3	1	0	4	10,100	74,679
GUELPH	11	2	0	13	184,084	607,453
HAMILTON	34	4	0	38	210,215	1,269,809
KINGSTON	11	3	1	15	358,200	708,746
KITCHENER	18	6	0	24	735,636	2,503,985
LONDON	25	11	1	37	596,733	2,640,140
MIDLAND	0	0	0	0	0	0
NORTH BAY	4	1	0	5	91,838	210,569
ORILLIA	3	0	0	3	17,600	39,294
OSHAWA	20	2	1	23	77,975	446,006
OTTAWA	78	13	1	92	2,365,036	6,151,978
OWEN SOUND	0	0	0	0	0	0
PETERBOROUGH	5	1	0	6	20,200	74,404
SARNIA	6	0	1	7	19,002	108,622
SAULT-STE-MARIE	10	0	0	10	21,400	144,530
ST-CATHARINES/NIAGARA	25	2	0	27	34,950	826,717
STRATFORD	2	0	0	2	5,160	34,836
SUDBURY	4	1	0	5	34,650	311,066
THUNDER BAY	3	1	0	4	10,790	99,992
TORONTO	214	42	26	282	1,034,396	15,445,546
TRENTON	2	0	0	2	1,502	16,893
WINDSOR	20	5	0	25	152,014	789,687
AUTRES/OTHERS	136	34	0	170	4,751,024	11,527,446
TOTAL	650	136	31	817	11,314,799	45,924,142
MANITOBA						
WINNIPEG	70	13	3	86	1,270,560	3,762,619
AUTRES/OTHERS	25	8	0	33	566,655	1,166,215
TOTAL	95	21	3	119	1,837,215	4,928,834
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	1	5	0	6	220,400	500,738
PRINCE ALBERT	2	2	0	4	234,400	503,295
REGINA	37	7	0	44	1,031,816	2,537,045
SASKATOON	22	6	0	28	739,959	1,482,877
AUTRES/OTHERS	23	22	0	45	1,194,844	3,659,959
TOTAL	85	42	0	127	3,421,419	8,683,914

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN SEPTEMBRE 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN SEPTEMBER 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	75	15	0	90	2,162,203	3,908,355
EDMONTON	70	30	0	100	1,810,457	15,464,300
MEDICINE HAT	6	1	0	7	214,200	278,898
AUTRES/OTHERS	63	31	0	94	1,509,597	5,368,188
TOTAL	214	77	0	291	5,696,457	25,019,741
C.-B./C.B.						
CHILLIWACK	2	3	0	5	117,825	410,137
COURTENAY	2	1	0	3	28,010	142,426
KAMLOOPS	9	3	0	12	82,190	448,986
KELOWNA	4	1	0	5	49,551	711,410
NANAIMO	5	3	0	8	117,861	461,524
PRINCE-GEORGE	4	5	2	11	95,741	448,959
TERRACE	0	0	0	0	0	0
VANCOUVER	89	31	1	121	1,255,374	11,346,228
VERNON	1	1	0	2	26,000	71,104
VICTORIA	28	7	0	35	191,345	874,383
AUTRES/OTHERS	41	32	4	77	1,001,429	9,031,993
TOTAL	185	87	7	279	2,965,326	23,947,150
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	0	4	0	4	213,444	375,770
YUKON						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
CANADA						
TOTAL	2,206	644	58	2,908	56,015,872	212,549,992

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES NEUF PREMIERS MOIS DE 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED IN THE FIRST NINE
MONTHS OF 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	81	19	1	101	1,470,778	3,857,942
AUTRES/OTHERS	93	17	1	111	1,541,552	3,172,235
TOTAL	174	36	2	212	3,012,330	7,030,177
N.-É./N.S.						
HALIFAX	385	63	12	460	8,043,036	21,867,944
SYDNEY	80	8	1	89	496,825	1,754,817
SYDNEY MINES	27	5	0	32	168,450	769,282
AUTRES/OTHERS	343	70	5	418	5,166,217	14,621,263
TOTAL	835	146	18	999	13,874,528	39,013,306
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	19	2	0	21	166,678	1,474,592
AUTRES/OTHERS	19	5	4	28	1,044,848	4,052,422
TOTAL	38	7	4	49	1,211,526	5,527,014
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	13	8	0	21	529,150	1,159,040
MONCTON	41	8	1	50	598,905	2,481,130
SAINT-JOHN	28	6	3	37	2,794,380	8,639,515
AUTRES/OTHERS	91	36	14	141	2,746,834	9,353,685
TOTAL	173	58	18	249	6,669,269	21,633,370
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	12	1	1	14	140,724	442,792
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	100	58	5	163	6,909,179	12,769,582
DRUMMONDVILLE	48	28	0	76	457,557	2,350,434
GRANBY	70	19	0	89	902,017	2,984,984
HULL/GATINEAU/AYLMER	491	70	1	562	8,515,946	21,810,224
MONTRÉAL	3,260	842	53	4,155	91,703,283	351,182,732
QUÉBEC	554	211	9	774	29,901,799	55,235,270
RIMOUSKI	44	14	1	59	746,630	1,491,264
ROUYN	31	9	0	40	691,016	1,346,619
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	63	6	0	69	610,713	2,475,490
SHAWINIGAN	39	26	1	66	8,026,902	16,097,957
SHERBROOKE	150	67	1	218	2,378,663	7,883,089
SOREL	22	11	0	33	276,400	1,390,014
ST-HYACINTHE	47	10	0	57	594,156	2,092,474
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	59	12	1	72	870,260	2,669,690
ST-JERÔME	71	20	0	91	654,193	4,347,635
THETFORD MINES	11	8	0	19	337,951	744,183
TROIS-RIVIÈRES	87	55	3	145	4,114,727	10,439,738
VICTORIAVILLE	27	15	1	43	4,045,385	10,971,252
AUTRES/OTHERS	1,827	771	38	2,636	55,534,266	150,200,669
TOTAL	7,013	2,253	115	9,381	217,411,767	658,926,092

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES NEUF PREMIERS MOIS DE 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED IN THE FIRST NINE
MONTHS OF 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	38	11	7	56	327,953	4,145,969
BELLEVILLE	20	4	0	24	88,873	548,973
BRANTFORD	66	13	0	79	838,840	3,233,477
BROCKVILLE	25	11	0	36	350,973	927,070
CHATHAM	39	6	0	45	353,170	1,508,532
CORNWALL	48	9	0	57	270,801	1,248,934
GUELPH	53	15	1	69	563,747	2,427,363
HAMILTON	373	62	16	451	4,372,547	19,304,574
KINGSTON	102	28	1	131	1,013,947	4,674,567
KITCHENER	168	47	0	215	2,841,617	11,686,912
LONDON	178	49	3	230	2,426,371	10,709,223
MIDLAND	11	2	0	13	23,039	360,344
NORTH BAY	52	6	1	59	240,615	1,085,227
ORILLIA	15	1	2	18	58,306	295,585
OSHAWA	120	19	8	147	1,031,205	4,319,342
OTTAWA	634	124	15	773	14,804,537	38,884,295
OWEN SOUND	3	5	0	8	623,494	1,494,408
PETERBOROUGH	50	11	0	61	1,003,740	2,589,752
SARNIA	56	15	1	72	442,297	2,452,113
SAULT-STE-MARIE	65	7	0	72	369,671	2,152,474
ST-CATHARINES/NIAGARA	194	25	3	222	1,240,091	7,923,687
STRATFORD	9	4	0	13	38,627	370,095
SUDBURY	93	8	0	101	237,794	2,167,570
THUNDER BAY	32	7	0	39	287,000	1,408,336
TORONTO	1,873	441	142	2,456	39,453,063	172,462,336
TRENTON	9	3	0	12	278,533	835,740
WINDSOR	153	46	0	199	7,668,837	15,793,396
AUTRES/OTHERS	1,178	341	14	1,533	25,243,394	84,619,416
TOTAL	5,657	1,320	214	7,191	106,493,082	399,629,710
MANITOBA						
WINNIPEG	590	113	16	719	10,229,777	27,193,205
AUTRES/OTHERS	188	81	1	270	6,960,684	20,102,546
TOTAL	778	194	17	989	17,190,461	47,295,751
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	19	20	0	39	2,204,796	3,935,512
PRINCE ALBERT	20	11	0	31	781,302	2,043,295
REGINA	160	71	0	231	6,856,198	24,083,695
SASKATOON	184	75	0	259	8,654,542	20,801,761
AUTRES/OTHERS	207	182	1	390	14,792,160	37,130,717
TOTAL	590	359	1	950	33,288,998	87,994,980

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES NEUF PREMIERS MOIS DE 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED IN THE FIRST NINE
MONTHS OF 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	702	170	5	877	21,710,877	61,722,508
EDMONTON	676	228	7	911	21,666,076	81,160,151
MEDICINE HAT	37	10	0	47	1,145,306	5,124,676
AUTRES/OTHERS	580	301	2	883	23,160,486	69,349,118
TOTAL	1,995	709	14	2,718	67,682,745	217,356,453
C.-B./C.B.						
CHILLIWACK	23	14	0	37	365,526	3,154,092
COURTENAY	25	7	0	32	426,473	1,358,507
KAMLOOPS	69	29	0	98	2,137,221	9,914,043
KELOWNA	60	29	0	89	1,886,837	7,305,487
NANAIMO	45	13	0	58	517,341	2,582,775
PRINCE-GEORGE	85	40	2	127	2,499,649	8,786,983
TERRACE	21	4	0	25	392,111	935,106
VANCOUVER	947	408	20	1,375	36,922,028	197,575,762
VERNON	29	19	0	48	677,867	13,628,720
VICTORIA	189	72	1	262	4,777,267	29,090,329
AUTRES/OTHERS	510	291	16	817	29,018,522	89,617,262
TOTAL	2,003	926	39	2,968	79,620,842	363,949,066
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	4	12	2	18	1,848,366	5,335,436
YUKON						
TOTAL	3	7	0	10	53,450	810,859
CANADA						
TOTAL	19,263	6,027	444	25,734	548,357,364	1,854,502,214

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

	Provinces participantes						
	—						
	Participating Provinces						
	Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nouvelle-Écosse	Ile du Prince-Édouard	Total
	—	—	—	—	—	—	
	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nova Scotia	Prince Edward Island	
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	77	6	3	2	42	1	131
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month.....							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion.....	309,873.36	83,391.00	39,196.58	17,383.32	154,370.22	7,585.29	611,799.77
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month.....							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion.....	83,766.53	153,529.28	78,648.47	7,778.98	145,689.62	5,321.92	474,734.00
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month.....							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois.....	43	28	5	2	41	3	122
Total number of terminations and defaults during the month							

**Adresse des bureaux du Surintendant des faillites
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy**

**Consommation et Corporations Canada - Faillites
Consumer and Corporate Affairs Canada - Bankruptcy**

1400-800 Burrard St.
Vancouver, B.C.
V6Z 2H8
Tel: 604/666-5007

260 St. Mary Ave.
Room 203
Winnipeg, Manitoba
R3C 0M6
Tel: 204/983-3229

25 St. Clair Avenue East
7th Floor
Toronto, Ontario
M4T 1M2
Tel: 416/973-6486

Third Floor, Sam Livingston Bldg.
510-12 Avenue S.W.
Calgary, Alberta
T2R 0H3
Tel: 403/292-5607

10 John Street South
6th Floor, Room 655
Hamilton, Ontario
L8N 4A7
Tel: 416/572-2847

Complexe Guy Favreau
200, boul. Dorchester ouest
Suite 510, Tour Est
Montréal, Québec
H2Z 1X4
Tél: 514/283-6192

10225-100th Avenue
Edmonton, Alberta
T5J 0A1
Tel: 403/495-2476

The Federal Building
451 Talbot Street, Room 302
London, Ontario
N6A 5C9
Tel: 519/645-4034

112, rue Dalhousie
3ième étage
Québec, Québec
G1K 4C1
Tél: 418/648-4280

2212 Scarth Street
Regina, Sask.
S4P 2J6
Tel: 306/780-5391

255 Argyle Avenue
Ground Floor
Ottawa, Ontario
K2P 1B8
Tel: 613/995-2994

1335 King ouest
Bureau 402
Sherbrooke, Québec
J1J 2B8
Tél: 819/564-5742

105-21st Street East
Saskatoon, Sask.
S7K 0B3
Tel: 306/975-4298

127 Cedar Street
Suite 702, 7th Floor
Sudbury, Ontario
P3E 1B1
Tel: 705/675-0636

1489 Hollis Street
Suite 1500
Halifax, Nova Scotia
B3J 3M5
Tel: 902/426-2900

En cas de changement d'adresse, s.v.p. aviser
notre bureau le plus tôt possible en complétant
et retournant le formulaire ci-dessous à l'adresse
suivante:

If change of address, please advise our office as
soon as possible by filling in and returning the
completed form hereunder to the following
address:

Bulletin sur l'Insolvabilité
Consommation et Corporations - Canada
Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Insolvency Bulletin
Consumer and Corporate Affairs - Canada
Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

Indiquer les lettres et les chiffres qui figurent sur l'étiquette-adresse		Quote all letters and numbers shown on address label		Code d'abonnement Subscription Code	
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse				Change of Address Notice to Publisher	
Nom		Name			
Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue		P.O. Box, R.R. or Apt. No., No. and Street			
Ville	City	Province	Canada	Postal CODE postal	
Le destinataire est déménagé à: Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue		The Addressee has Moved to: P.O. Box, R.R. or Apt. No., and Street			
Ville	City	Province		Postal CODE postal	

R
CONS. CORP. 1299 10013815F
LIBRARY (P) 239 771230-01
PORTAGE I 14TH FLOOR
OTTAWA
ON

	Canada Post Postage Paid	Postes Canada Post payé
Book rate		
Tarif des livres		
K1A 0S7		
Ottawa, Canada		

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7



Consommation
et Corporations
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada

